

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX

202 RUE DES CABOEUFs
BP 50
92234 Gennevilliers

Références : 31178
Code AIOT : 0006506290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX implanté 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 15/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Phosalu est un site spécialisé dans le traitement de surfaces de métaux par voie chimique, soumis à autorisation.

Suite à la demande du propriétaire du terrain de le libérer au 1^{er} janvier 2025, la société a informé le préfet par courrier du 22/05/2024 de la mise à l'arrêt de ses activités le 31/08/2024. L'exploitant a informé dans un courrier du 31/07/2024 que l'arrêt définitif des activités a eu lieu ce même jour.

L'objectif de cette inspection est de constater les actions mises en place dans le cadre de la mise

en sécurité.

De plus, la société propriétaire du terrain (SNCF Réseau) représentée lors de l'inspection a confirmé à l'inspection des installations classées son intention d'utiliser le terrain pour un usage industriel dans les prochains mois et jusqu'en 2031. L'inspection a donc été l'occasion d'échanger avec l'actuel exploitant, le propriétaire du terrain et le bureau d'études SOLPOL les accompagnant sur la suite de la cessation d'activités du site.

Le propriétaire du terrain a déclaré ne pas vouloir se porter tiers-demandeur. L'inspection des installations classées a donc rappelé à l'ensemble des participants que l'exploitant PHOSALU resterait responsable de la remise en conformité pour un usage industriel du terrain. De plus, l'exploitant restera l'unique interlocuteur du Préfet des Hauts-de-Seine et de l'inspection des installations classées.

Le propriétaire souhaiterait que la dépollution du terrain soit différée pour être réalisée à l'issue de leur utilisation du terrain, soit après 2031. Il souhaite également savoir si une consignation des frais de dépollution sera réalisée et à quelle hauteur. Ces points pourront faire l'objet de discussion en marge de la présente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC PHOSALU REVETEMENT METAUX
- 202 RUE DES CABOEUFs BP 50 92234 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Notification Arrêt définitif	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Notification au maire	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Attestation mise en sécurité	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Limitation d'accès au site	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Mesures prises pour la prévention des risques	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêt définitif	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa I	Sans objet
5	Mesures prises pour l'élimination des déchets	Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est actuellement à l'état de friche industrielle. L'exploitant a mis en œuvre des moyens pertinents pour réaliser la mise en sécurité de son site. Il a également réalisé une étude environnementale permettant de considérer le site compatible avec un usage comparable dans le cas d'une voie de transfert par inhalation.

Toutefois, plusieurs points restent à finaliser ou à justifier pour considérer cette mise en sécurité complète :

- la transmission de l'attestation dite « ATTES-SECUR » ;
- l'information à la préfecture (Bureau de l'environnement) des mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier des travaux associés, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité;
- la notification au maire;
- les limitations d'accès aux tiers tout en garantissant l'accès au service de secours en cas de besoin (par exemple, en cas d'incendie) ;
- la surveillance des effets de l'installation (notamment pour les eaux souterraines et le sol) sur son environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa I
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt définitif
Prescription contrôlée : Lorsqu'il initie une cessation d'activité d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : L'installation des installations classées a consulté les courriers suivants : <ul style="list-style-type: none">- courrier du 22/05/2024 informant de l'arrêt des activités au 31/08/2024;- courrier du 31/07/2024 informant de l'arrêt des activités le même jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Notification Arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa II
Thème(s) : Risques chroniques, Notification Arrêt définitif
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les courriers du 22/04/2024 et du 21/07/2024 ne mentionnent pas les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier des travaux associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité. Ce point constitue la non-conformité n°1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra une copie des éléments envoyés à la préfecture mentionnant les points ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Notification au maire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, Notification au maire
Prescription contrôlée : Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas avoir transmis au maire de Gennevilliers les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il s'agit de la non-conformité n°2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra lever cette non-conformité. Par ailleurs, il devra transmettre une copie des éléments transmis au maire à l'inspection des installations classées et à M. le Préfet des Hauts-de-Seine (bureau de l'environnement/BEICEP).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Attestation mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-39-1 alinéa III
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de mises en sécurité
Prescription contrôlée : Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'en raison de l'absence de réception de l'accusé-réception de la part de la préfecture suite à l'information de sa cessation d'activités, le bureau d'études mandaté par l'exploitant n'a pas pu finaliser l'attestation dite "ATTES-SECUR". La non-fourniture de cette attestation est la non-conformité n°3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant reprendra contact avec la préfecture pour obtenir l'accusé-réception. Il transmettra l'attestation dite ATTES SECUR au plus tard 2 mois après la réception de l'accusé-réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures prises pour l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures prises pour l'élimination des déchets
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : - L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'absence de cuve, produits dangereux ou de déchet sur le site. Le certificat de neutralisation des bains ainsi qu'une partie des 14 bordereaux de suivi de déchet (peintures, acide fort issu du traitement de surface, solution de traitement pour la protection contre la corrosion, emballages vides souillés) transmis en DRIEAT-IF ont été consultés par contrôle aléatoire par échantillonnage par l'inspection des installations classées, sans que cela n'appelle de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Limitation d'accès au site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation d'accès au site
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : - Des interdictions ou limitations d'accès ;
Constats : L'installation des installations classées a constaté les points suivants : - une barrière d'entrée est présente. Cependant, lors de l'inspection, il n'a pas été possible de l'ouvrir : cela constitue la non-conformité n°4. En effet, la BSPP ne peut pas intervenir en cas de sinistre (par exemple, en cas de feu de végétation sur le talus situé en surplomb à gauche du site). - le grillage à gauche de la barrière est ouvert ; - un passage est possible depuis l'entreprise voisine. C'est d'ailleurs de cette manière que l'ensemble des participants a pu pénétrer sur le site, avec l'accord du voisin; - une porte « issue de secours » au fond du terrain était ouverte permettant le passage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra corriger ces points d'entrée, circulation et sortie afin de s'assurer que des tiers ne puissent pas pénétrer de manière intrusive sur le site (squat) mais aussi permettre l'accès à la BSPP, et ainsi lever cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Mesures prises pour la prévention des risques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures prises pour la prévention des risques
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : - La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les bâtiments et l'ensemble des installations industrielles ont été évacuées. Le terrain est à l'état de friche actuellement et les bâtiments ont été démolis jusqu'au raz du sol, à l'exception des locaux de type sanitaires qui sont ouverts et accessibles. C'est une non-conformité n°5 à la mise en sécurité du site. Toutefois, l'installation électrique de ces locaux a été coupée. L'exploitant a également déclaré qu'il n'y avait pas de réseau souterrain issue de l'installation classée. Le risque d'incendie d'origine électrique et d'explosion est donc écarté. Néanmoins, l'exploitant devra faire fermer les locaux sanitaires afin de prévenir toute acte d'intrusion (squat sur un site SSP par ex).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2024, article Article R 512-75 alinéa IV.4

Thème(s) : Risques chroniques, Effets de l'installation sur son environnement

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Constats :

Pour rappel, l'inspection du 19/06/2025 a pour objectif de vérifier la mise en sécurité du site. Elle n'a pas pour objectif de valider le calendrier de dépollution et les travaux de réhabilitation envisagés.

L'exploitant a fait réaliser par la société SOLPOL (Cf rapport n°240606 de mars 2025) les investigations suivantes :

- 11 sondages de sols au carottier et/ou à la tarière mécanique afin de limiter les impacts quantifiés en métaux, hydrocarbures et COHV, cyanures et chrome VI ;
- 3 piézomètres à 9 m de profondeur afin de réaliser des prélèvements d'eau souterraines au droit de la nappe superficielle des alluvions ;
- 4 piézairs pour la réalisation de prélèvements de gaz du sol au droit des anciens impacts quantifiés.

Il a été mis en évidence par l'inspection des installations classées les points suivants.

1. Dalle de l'ancien atelier de traitement de surface : l'inspection des installations classées note l'absence de prélèvements surfaciques sur la dalle de l'ancien atelier de traitement de surface ou la justification de cette absence, ainsi que l'absence de nettoyage ou de curage de la dalle susceptible de justifier l'absence d'analyse surfacique. L'exploitant devra lever ce point.

En effet, l'inspection des installations classées observe que la dalle a pu être souillée par endroits par des égouttures sous caillebotis en cas de rétentions ou de canalisations fuyardes, notamment à l'emplacement de la station de détoxification/neutralisation avant la mise en place d'un évaporateur en 2013-2014. Il est à noter que le début de l'exploitation du site remonte à 1950.

2. Sols : Le diagnostic SOLPOL de mars 2025 met en évidence :
 - des contaminations ponctuelles et significatives en HC avec 9800mg/kg en HC Totaux au point C4 (marnes noirâtres) entre 4 et 6m de profondeur
 - des contaminations à hauteur de 99,2mg/kg en HAP
 - une pollution généralisée en métaux lixiviables (cadmium, nickel, molybdène...) dont le chrome VI (2,51 à 33,7mg/kg). Les concentrations en chrome les plus élevées ont été relevées à l'emplacement des anciennes chaînes de traitement où était pratiquée la déchromation.

Les teneurs quantifiées en mg/kg de ms sont supérieures aux critères de l'arrêté ministériel

du 12/12/2014 fixant les conditions d'acceptation des terres dans les installations de stockage de déchets inertes (ISDI) pour le cadmium, le chrome, le molybdène, le nickel, les fluorures ainsi que l'indice phénol, les HAP, les sulfates, les HC totaux.

De plus, les teneurs quantifiées en mg/kg de ms sont également supérieures aux critères de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 fixant les conditions d'acceptation des terres dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) pour le cadmium à l'ouvrage C 4, l'indice phénol à l'ouvrage C 4 et les HC totaux à l'ouvrage C4 bis (9800mg/kg de ms contre 5000mg/kg de ms).

Le diagnostic SOLPOL de mars 2025 conclut aussi à des impacts en solvants chlorés (TCE jusqu'à 130mg/kg), cyanures (à hauteur de 68mg/kg).

Si la dalle en surface reste en place, alors cela n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées dans le cadre de la mise en sécurité. Toutefois, si l'exploitant décide de procéder à l'excavation des terres, il est rappelé qu'un guide « Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement » est applicable.

3. Eaux souterraines : il est mis en évidence :

- une contamination par les solvants chlorés avec une légère diminution des concentrations entre 2023 et 2024, mais avec une persistance de la pollution (**en 2003** : cis 1,2dichloroéthylène : 1400 ug/l, chlorure de vinyle : 3200 ug/l, **en 2024** : cis 1,2-DCE : 230 à 630 ug/l, chlorure de vinyle : 1900 à 2300 ug/l) ;
- une concentration de trichloroéthylène (SOLPOL indique 11 à 38mg/kg en page 16 et 45, mais non les résultats en microgrammes/litre) sur les prélèvements analysés en 2024 ;
- les cyanures en faibles concentrations dans la nappe au droit des piézomètres PZ 2 et PZ 3 (SOLPOL indique entre 11 et 33mg/kg mais pas les résultats en microgrammes/litre) ;

Le diagnostic SOLPOL de mars 2025 conclut cependant page 15 : « (...) *compte-tenu du contexte industriel de la zone dans lequel s'inscrit le site à l'étude, il n'est pas à exclure qu'une source extérieure contribue également aux pollutions du milieu eau souterraine. (...)* ». Il conclut également en page 43 : « *une zone de pollution concentrée est particulièrement observée au sud du site, notamment à proximité des anciennes cabines de peinture n°02 et n°03. Cette contamination est mise en évidence par les prélèvements de surface réalisés sur les sondages T 4, T 5, C3 et C5 ou les concentrations varient entre 34mg/kg et 130 mg/kg* ».

De plus, l'inspection des installations classées constate également que l'exploitant ne justifie pas le sens d'écoulement de la nappe avec des courbes izopiézométriques (hydrohypeses) avec un amont et un aval hydrogéologique, ou la faisabilité d'ajout de piézomètres supplémentaires (difficultés éventuelles compte tenu de l'occupation des sols avoisinante et du talus).

L'inspection des installations classées demande donc à l'exploitant de lever les points suivants :

- préciser si la nappe alluviale est celle du Lutétien à Gennevilliers, et s'il existe un état initial (bruit de fond) connu de cette nappe ;

- justifier l'absence de diffusion quelconque des polluants vers des puits à usages privés.
4. Gaz du sol: Le diagnostic conclut à des contaminations en COHV, BTEX et HC totaux principalement au sud du site, près des anciennes cabines de peinture, et plus précisément :
- dégazage limité en naphthalène avec une unique concentration de 0,01mg/m³ au droit de PG 3 ;
 - léger dégazage en BTEX 0,004mg/m³ en benzène et 0,03mg/m³ pour la somme des xylènes ;
 - fort dégazage en solvants chlorés avec des concentrations en :
 - dichlorométhane à 0,006mg/Nm³ sur l'ouvrage PG4 avec une saturation de l'échantillon à 5 % ;
 - trichloroéthylène (jusqu'à 13,33mg/Nm³) sur l'ensemble des ouvrages ;
 - tétrachloroéthylène (jusqu'à 0,29mgNm³) sur l'ensemble des ouvrages ;
 - dichloroéthane (jusqu'à 0,70mg/Nm³) sur l'ensemble des ouvrages.

Dans le cadre de la mise en sécurité et de la configuration actuelle du site, ces points n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

5. Voies d'exposition avec l'usage actuel : En pages 62 à 64 de l'étude SOLPOL de 2025, il est fait mention de plusieurs scénarii d'exposition et du calcul du risque pour la voie inhalation. Tous les scénarii sont acceptables (QD<1 et ERI < 10⁻⁵)
 Toutefois, le schéma conceptuel présenté en page 322 écarte le vecteur du contact cutané, d'ingestion de sol et d'inhalation de poussières.

En lien avec le 1^{er} point du présent constat (absence d'analyse surfacique), l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier ce choix et en fonction des conclusions issues du 1^{er} point, de revoir le schéma conceptuel si nécessaire.

L'ensemble des remarques de l'inspection des installations classées fait partie de la non-conformité n°6 à la mise en sécurité du site. L'exploitant doit les lever.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois